

## ***Les intellectuels catholiques et la sociologie en Belgique, 1880-1914***

Kaat WILS

Groupe de Recherches *Cultural History Since 1750*

KU Leuven

kaat.wils@kuleuven.be

### ***Résumé***

Autour des années 1900, le monde catholique belge a essayé de s'approprier la sociologie critique. Si l'Institut de Philosophie au sein de l'Université Catholique de Louvain a fait preuve d'une certaine ouverture stratégique à l'égard de la sociologie, l'École des Sciences Politiques et Sociales de cette même université exprimait quant à elle un rejet catégorique. L'intérêt catholique plus ou moins spécifique à l'égard de la sociologie internationale contemporaine s'est développé principalement en marge de l'université, au sein de la Société de Sociologie, où le travail de Durkheim fut, entre autres, perçu comme un rempart contre le marxisme. C'est aussi au sein de ce groupe que la sociologie des religions allait devenir un objet d'étude privilégié.

### ***Mots clés***

Intellectuels catholiques, Sociologie, Université Catholique de Louvain, Positivisme, Belgique

Le 26 juin 1902, le philosophe Maurice Defourny, alors âgé de 24 ans, défendait à l'Université de Louvain une thèse sous le titre *La sociologie positiviste. Auguste Comte* (Defourny, 1902).<sup>1</sup> À l'époque, un tel sujet n'allait pas de soi dans une université catholique. Le promoteur de Defourny, le philosophe, juriste et prêtre Simon Deploige, avait dès lors jugé nécessaire d'apporter quelques précisions dans son discours d'introduction. Malgré la mauvaise réputation qui pesait sur la discipline, les catholiques, argumenta-t-il, avaient tout intérêt à s'intéresser à la sociologie. S'il est vrai que de nombreux prétendus sociologues s'efforçaient de remplacer la philosophie morale et sociale finaliste par une sociologie positiviste,

---

<sup>1</sup> Ce texte constitue une version actualisée, élargie et traduite en français de la première partie de Gerard & Wils, 1999.

cela ne signifiait pas pour autant que la sociologie fût par définition positiviste. Les catholiques devaient précisément démontrer que la sociologie était conciliable avec le respect de l'ordre juridique et de la finalité ultime de la réalité. Le travail empirique du savant français Frédéric Le Play avait démontré à quel point une telle étude de la réalité sociale pouvait être utile. La philosophie sociale, morale et juridique tirerait profit de la sociologie, pour autant du moins qu'elle reste fidèle à la tradition thomiste. Et même si la tentative de création d'une nouvelle science sociologique devait échouer, l'étude des travaux de ceux qui, comme Auguste Comte, y avaient cru, méritait d'être entreprise ("Une thèse de sociologie").

Ce faisant, Deploige n'avait pas seulement fait part de ses doutes personnels quant à la réussite de la sociologie en tant que science indépendante. Il avait aussi, d'une manière presque évidente, mis la sociologie et le positivisme sur le même plan, et incité dans le même temps à une appropriation catholique stratégique de l'une et de l'autre. Sur la définition que Deploige donnait du problème – 'la sociologie ne doit pas rester un monopole positiviste' –, toutes les personnes présentes étaient probablement d'accord. Outre l'évêque de Liège, Mgr. Martinus Hubertus Rutten, et le recteur de l'université, Mgr. Adolphe Hebbelynck, presque tous les catholiques belges qui, au tournant du siècle, s'intéressaient à la sociologie, étaient présents à la cérémonie. Ces personnes affichaient des positions assez disparates par rapport à la sociologie: en gros, cela allait de l'opposition pure et simple à l'enthousiasme décomplexé, en passant par l'intérêt stratégique. À cet égard, elles ne se référaient pas seulement à des auteurs étrangers comme Comte, mais aussi à des collègues bruxellois qui, depuis plusieurs décennies, s'efforçaient de placer la sociologie sur la carte académique. Bien que l'ambiance libre-penseuse propre à l'université libre de Bruxelles eût en effet créé une certaine ouverture en faveur de la sociologie, la domination académique d'une élite à tendance libérale et - du point de vue philosophique – spiritualiste faisait qu'il n'y avait certainement pas plus d'unanimité dans l'enthousiasme à Bruxelles qu'à Louvain.

Au sein de cette dernière, le scepticisme allait nourrir le discours sur la sociologie jusque vers la fin des années 1930. L'intérêt catholique pour la sociologie internationale contemporaine allait se développer principalement en marge de l'université, même si ses partisans réussirent, pendant les deux premières décennies

du siècle, à s'assurer une visibilité académique à travers une collection impressionnante de publications. C'est aussi au sein de ce groupe que la sociologie des religions allait devenir, peu après le changement de siècle, un objet d'étude privilégié. Tout ceci se passait dans une atmosphère de domination politique et culturelle du catholicisme en Belgique : pendant trente ans, de 1884 à 1914, le pays a été dirigé par un gouvernement catholique homogène. C'est aussi au cours de cette période que l'on est passé d'un système électoral censitaire à un système de suffrage masculin universel à vote plural (1894), tandis que le français restait la principale langue de culture et des sciences.

### **Les débuts de la sociologie académique**

En Belgique, les premières ébauches tendant à une analyse systématique des phénomènes sociétaux remontent au milieu du dix-neuvième siècle, avec les travaux d'Adolphe Quetelet. Ce dernier ne faisait pas l'apologie d'une science sociologique fondée sur une base théorique, mais avec sa 'physique sociale' mathématique, il ambitionnait bel et bien l'introduction d'une nouvelle science. Son travail fit grande impression auprès des premiers défenseurs d'une sociologie indépendante en Belgique. L'Association internationale pour le progrès des sciences sociales, installée en Belgique, et les conférences qu'elle a suscitées à Bruxelles, Gand, Amsterdam et Berne (1863-1866) ont constitué un deuxième type d'initiative, dont l'orientation était plus politique, en vertu des aspirations libérales de l'association (Crombois, 1994 : 11-21).

Les premiers efforts visant à définir la sociologie comme un projet intellectuel spécifique, distinct des autres sciences sociales et méritant dès lors une reconnaissance académique, ont leur origine dans les premiers écrits d'intellectuels socialistes, en particulier Hector Denis et Guillaume De Greef. Après avoir diffusé leurs travaux dans la presse socialiste francophone de Belgique, ils ont tous deux entamé, dès les années 1870, une réflexion consacrée à une approche sociologique des phénomènes sociaux et économiques, inspirée par le positivisme comtien et le proudhonisme. À partir de la fin des années 1880 se développa, en dialogue avec cette première voie, une deuxième interprétation de la sociologie, à orientation plus biologique. Cette approche était notamment défendue par des médecins et

anthropologues inspirés de la libre-pensée et du matérialisme comme Jules Dallemagne (Wils, 2001).

Tant à l'université bruxelloise que dans les deux universités d'Etat à Gand et à Liège, la nouvelle discipline, associée tantôt au socialisme tantôt au réductionnisme biologique (voire aux deux), a fait l'objet de fortes résistances. Au cours des années 1890, toutefois, la sociologie parvint à s'introduire *de facto* dans les programmes d'enseignement des sciences politiques. L'Université libre de Bruxelles a été la première en Belgique à proposer un programme en sciences sociales, [en mettant en place](#), en 1889, un enseignement interfacultaire en sciences politiques et sociales. Le programme était d'inspiration libérale, visant à mettre au point des réponses, modérées dans leurs effets, aux problèmes sociaux et politiques des sociétés industrialisées et démocratiques. Cependant, un cours de sociologie s'est vu explicitement frappé d'interdiction ; il faudra attendre 1901 pour que la sociologie soit officiellement programmée en tant que discipline indépendante. Mais, de fait, la légitimité de la sociologie en tant qu'approche autonome fondée sur la théorie des phénomènes sociaux était de la sorte reconnue ; si bien que Denis et De Greef obtinrent un cours dans le programme. En 1894, lors d'une crise politique au sein de l'université, De Greef l'a quittée et est devenu recteur de l'Université Nouvelle, plus orientée à gauche, qui venait d'être créée. Il y a proposé un ensemble étendu et international de matières dans le domaine de la sociologie. Manquant de sécurité institutionnelle et ne disposant pas d'une revue stable, l'université fut un lieu de rencontre international et un espace d'accès de la gauche au milieu universitaire, plus qu'elle n'incarna une école au sens théorique du terme. Elle a connu néanmoins une certaine renommée. En 1900, lors du premier congrès international de l'enseignement des sciences sociales, l'Université Nouvelle est apparue comme un fer de lance de l'internationalisation de cet enseignement (Wils et Rasmussen, 2015 : 20-22).

Après avoir été le témoin de la crise à l'Université de Bruxelles, l'industriel de la chimie Ernest Solvay fonda en 1894 un Institut des Sciences Sociales à Bruxelles, qui deviendra en 1902 l'Institut de Sociologie. Membre du Parlement belge depuis 1892, Solvay appartenait à l'aile progressiste bruxelloise du libéralisme, qui entretenait d'étroits contacts avec des intellectuels socialistes. Il partageait leur

conviction quant à la capacité et à la vocation de la science à être au fondement d'une organisation plus efficace et plus équitable de la vie économique et sociale. Cependant, sa propre vision, libérale dans ses perspectives, était très particulier. Le productivisme y jouait un rôle essentiel : une théorie visant à maximiser la capacité de production de la société en valorisant toutes les activités productives, tant matérielles qu'immatérielles. Etablir l'égalité des chances dès le départ dans la vie, par le biais de l'éducation pour tous ou de la création d'impôts sur les successions, y était considéré comme un moyen crucial d'accroître la productivité de la société. L'institut, où la recherche était privilégiée sur l'enseignement, a joui d'une certaine notoriété internationale. Il était perçu par les contemporains comme une véritable école, liée aux conceptions spécifiques de son fondateur. En 1920, l'institut devint partie intégrante de l'Université de Bruxelles (Wils et Rasmussen 2015, 22-25).

Dans les Universités d'Etat de Gand et de Liège, il n'y avait pas d'instituts de recherche en sociologie, mais la sociologie était néanmoins enseignée dans les cursus de sciences politiques. Ceux-ci donnaient accès au doctorat en sciences politiques et administratives organisé au sein de la Faculté de Droit, et à partir de 1893 à un doctorat en sciences sociales nouvellement créé. Ce furent d'ailleurs deux anciens élèves de l'Institut Supérieur de Philosophie de Louvain qui en 1896 – grâce au gouvernement catholique – furent nommés aux postes d'enseignement de la sociologie à Gand et à Liège (De Bie, 1988; Daled, 1998: 195-206). Ce n'est pas un hasard s'il s'agissait d'anciens élèves de l'Institut philosophique plutôt que de l'École des Sciences politiques et sociales.

### **Scepticisme**

A Louvain, la résistance à l'encontre de la sociologie était en effet grande à l'intérieur de l'École des Sciences Politiques et Sociales. Cette école a été fondée en 1892 en étroite relation avec la Faculté de Droit de l'université, et l'enseignement qui y était pratiqué était essentiellement de nature juridico-pratique et axé sur l'administration de la société. Son fondateur et président, le juriste et homme politique Jules Van den Heuvel, associait la sociologie non seulement au positivisme et au déterminisme, mais aussi à une érudition jugée déplacée dans un cursus universitaire (Van den Heuvel, 1892). En 1896, il persuada le recteur louvaniste de ne pas instaurer de cours

séparé de sociologie, invoquant l'argument suivant : *"Or la sociologie n'est le plus souvent aujourd'hui qu'une pauvre philosophie dissimulée derrière de longues citations de coutumes et de mœurs plus ou moins pittoresques"* (Gerard, 1992 : 30 ). Pourtant, Van den Heuvel avait fortement encouragé la recherche empirique en sciences sociales dans son École. Il figurait ainsi parmi les premiers praticiens et défenseurs de l'étude comparative internationale de la législation. C'est précisément cette préoccupation empirico-pratique qui alimentait sa méfiance à l'égard de la sociologie.

La méfiance de Van den Heuvel à l'égard de la sociologie était partagée par son principal collègue, l'historien et économiste Victor Brants. Ce dernier avait, par l'intermédiaire de son maître, le catholique conservateur Charles Périn, fait la connaissance de Frédéric Le Play et ne cessait, tout au long de sa carrière, de jurer par une 'science sociale' inscrite dans la lignée de Le Play, clairement distancée de la sociologie qu'il associait, à l'instar de Le Play, au positivisme et au socialisme. La méthode monographique de Le Play était fondée sur l'observation empirique rigoureuse et surtout, concrètement, sur des études de budgets familiaux, et répondait mieux que toute autre méthode, selon Brants, au penchant de l'époque pour les 'faits positifs' (Brants, 1882 : 331). Mais la science sociale devait, de l'avis de Brants, connaître ses propres limites et respecter la supériorité de la loi religieuse (Brants, 1882: 28). Même après que Brants [eut](#) évolué politiquement dans un sens réformiste, il continua à faire appel au modèle méthodologique de Le Play, "malgré les erreurs de plusieurs de ses appréciations" (Brants, 1906 : 641).

Brants n'était pas le seul en Belgique, tant s'en faut, à apprécier Le Play. En 1881 déjà, il avait fondé à Bruxelles la Société d'Economie Sociale, à l'image du cercle d'étude parisien de Le Play. Au cours des années 1880, la sphère d'intérêt au sein du cercle d'étude s'élargit, au-delà de l'agriculture et de la petite industrie, à la problématique des ouvriers, tandis que la préoccupation essentiellement morale évolua vers une approche plus impliquée dans la politique contemporaine. L'approche leplaysienne de la réalité sociale offrit à un large groupe d'intellectuels et de politiciens catholiques, dès la fin des années 1880, une méthode et un vocabulaire pour adopter une position interventionniste prudente sur la question sociale qui, depuis la grande grève de 1886, figurait à l'agenda politique national

(Deferme et De Maeyer, 2009). Une constante dans le discours de ceux qui comme Périn ou, par exemple, l'économiste de l'université de Liège Charles Dejace, encensaient Le Play en tant que 'fondateur de la science sociale' était de souligner à quel point la méthode de Le Play présentait "une précision aussi infaillible que les sciences physiques, chimiques ou mathématiques" (Dejace, 1882 : 819).

Le choix de Le Play en tant que guide méthodologique, outre qu'il représentait un choix idéologique en faveur d'une politique sociale prudente, était tout bonnement en accord avec la pratique, déjà bien ancrée, des enquêtes et études statistiques pour le compte des pouvoirs publics. Pourtant, ce n'est pas seulement l'implication de Brants dans la politique socio-économique ou son 'sens pratique' qui détermina sa préférence pour la science sociale de Le Play face à la sociologie. Lors d'une réunion en 1900 du cercle d'étude louvaniste 'Conférence d'économie sociale', présidée par lui-même et consacrée à la sociologie de Comte, Brants fit connaître clairement, une fois encore, son avis sur la question. Il marqua son adhésion à la thèse selon laquelle toute la nouvelle sociologie positiviste – en particulier l'organicisme et le déterminisme évolutionniste – était contestable, tandis que les éléments valables avaient déjà été formulés par Thomas. Il mit aussi en garde contre la tendance consistant à attribuer, malgré tout, certains mérites au positivisme. Le 'comtisme' conduisait en effet au socialisme d'État, soutenait Brants, et la carrière d'Hector Denis, devenu entre-temps député socialiste, en témoignait (Paillot, 1899-1900). Brants se sentait néanmoins obligé, malgré son scepticisme explicite à l'égard de la sociologie, d'insister à chaque fois, dans ses manuels d'économie politique, sur l'interdépendance des phénomènes sociaux (Brants, 1901 : XIII, 4, 30, 36). Sa stratégie allait toutefois être balayée, à Louvain, par des défenseurs plus enthousiastes de la sociologie qui voyaient dans ses œuvres une opération cosmétique par trop superficielle (Van Overbergh, 1901-1902 : 261-270).

### **Ouverture stratégique**

Le premier défenseur louvaniste d'une ouverture réfléchie à l'égard de la sociologie contemporaine fut Désiré Mercier, futur archevêque et président de l'Institut Supérieur de Philosophie de l'université, fondé en 1889. Le renouveau de la philosophie de Thomas d'Aquin, prescrit par Léon XIII, lui offrait un cadre pour le

développement d'une philosophie catholique qui ferait contrepoids au positivisme, dont on estimait qu'il rencontrait déjà trop de succès. Parallèlement à l'idéal de connaissance positiviste, Mercier cherchait à intégrer toutes les sciences modernes dans la philosophie. S'il avait en premier lieu les sciences naturelles à l'esprit, les sciences sociales et la sociologie faisaient également partie de ses préoccupations (De Raeymaeker, 1952).

À Louvain, Mercier plaidait depuis 1891 déjà pour que l'on élargisse l'enseignement philosophique classique en morale et droit naturel en y ajoutant une chaire de sciences sociales. Il voulait que la sociologie positiviste y fût également présentée en tant que 'théorie sociale'. Outre une étude historique et comparative de la famille, les groupements intermédiaires – en particulier la corporation – et les différentes conceptions contemporaines de l'État, le titulaire de cette chaire aurait aussi comme tâche “de rapprocher dans une synthèse plus compréhensive les sociologies positivistes de Comte, de Spencer, de Schäffle, etc. et les enseignements dont les Encycliques de Léon XIII nous ont donné le Code général” (Mercier, 1891 : 28). Le programme de l'Institut Supérieur de Philosophie fut élargi dès 1893 avec une chaire d'économie sociale et un cours complémentaire consacré à l'histoire des doctrines économiques et politiques avec Deploige, ancien élève de Mercier, comme titulaire dans les deux cas. La demande de Mercier pour que l'on s'intéresse de plus près à la sociologie contemporaine allait être en grande partie honorée par les évêques en 1903 avec une chaire en histoire des théories sociales. Celle-ci fut attribuée à Defourny, qui entre-temps s'était perfectionné auprès des sociologues français Émile Durkheim et Gabriel Tarde et auprès de deux représentants de l'école historique allemande, les économistes Gustav von Schmoller et Adolph Wagner.

À l'instar de son activité intense au sein de l'institut louvaniste, le plaidoyer de Mercier en faveur de l'enseignement sociologique était motivé par la volonté de voir l'intelligentsia catholique adhérer de la façon la plus cohérente possible à la science moderne. Mais cette ouverture précoce à la sociologie n'était, inévitablement, qu'une ouverture partielle et défensive, où l'appropriation minimale du terme 'sociologie' semblait importante elle aussi. Chez Mercier, 'sociologie' renvoyait en premier lieu au développement d'une théorie socio-économique et politique catholique, néo-thomiste. Des professeurs tels que Defourny et Deploige y



accordèrent aussi, *de facto*, une attention prépondérante et contribuèrent, grâce à leurs recherches, à l'élaboration d'une doctrine sociale et politique catholique solidaire et corporative, dans le prolongement des lignes de force tracées dans l'encyclique sociale *Rerum Novarum* (1891). Dans l'optique de Mercier, c'est dans ce genre d'études que l'on pouvait également s'intéresser à la pensée sociale concrète de sociologues comme Comte et Durkheim. La sociologie (positiviste) était donc avant tout abordée en tant que contenu socio-philosophique, plutôt que comme une nouvelle discipline avec une méthode propre. Mercier allait même jusqu'à encourager chez ses professeurs l'usage du mot 'sociologie' dans les leçons sur la doctrine sociale catholique: "J'avoue que ne j'ai pas peur du mot 'sociologie', il est indifférent et il y aurait avantage de ne pas le laisser accaparer par le camp positiviste."<sup>2</sup> L'utilisation spécifique et délibérée de cette notion par Mercier ne constituait pas pour autant la 'falsification' d'une définition généralement admise de la sociologie. Une telle définition, en effet, n'existait pas à la fin du dix-neuvième siècle. Mercier était conscient de la grande confusion qui régnait à propos de la discipline et des appropriations idéologiques, principalement socialistes, de cette discipline, et avait compris que l'on pouvait également lui donner une interprétation catholique. En Belgique, du reste, comme Sébastien Mosbah-Natanson l'a démontré, on se montrait en général plus parcimonieux qu'en France dans l'utilisation du terme 'sociologie' dans les titres des ouvrages portant sur le domaine élargi des sciences sociales (Mosbah-Natanson, 2007: 118-120, 186). Le souci de Mercier de contrer le 'monopole positiviste' sur la sociologie apparaît également dans la manière dont il formulait sa satisfaction par rapport à la nomination de deux de ses anciens élèves, Jean Halleux et Edouard Crahay, aux nouvelles chaires de sociologie dans les universités de l'État de Gand et Liège. Il voyait leur nomination comme un contrepoids salutaire au positivisme de Comte qui aurait été en vogue dans ces institutions (Boudens, 1995: 184).

L'attitude ambiguë de Mercier se retrouvait également dans les nombreuses publications de l'Institut de philosophie de Louvain consacrées à la sociologie. Si l'importance accordée par la méthodologie positiviste à l'observation en tant que

---

<sup>2</sup> Louvain-La-Neuve, *Archives de l'Institut Supérieur de Philosophie*, port. 73, Mercier à Deploige, 31 octobre 1900.

source de connaissance y était régulièrement appréciée, les philosophes louvanistes n'étaient pas tendres avec la sociologie positiviste. Ils lui reprochaient d'accorder une attention trop exclusive aux faits observables, au détriment des indispensables vérités philosophiques, plus élevées, accessibles par la déduction. Outre le modèle explicatif organiciste de Comte et Spencer, qui n'accordait aucune attention à l'individu, et moins encore à l'âme, la sociologie morale de Durkheim était particulièrement visée. L'espoir positiviste dans le développement d'une morale sur la seule base de l'étude scientifique du fonctionnement des sociétés était – selon les critiques louvanistes – voué à l'échec par le fait qu'il niait Dieu en tant que fondement de la morale.

L'étude influente de Deploige intitulée *Le conflit de la morale et de la sociologie* (1911) était consacrée presque entièrement à cette problématique. Des prépublications de cette étude dans la *Revue Néo-Scholastique* à partir de 1905 avaient conduit à une polémique avec Durkheim à propos de ses sources d'inspiration, et le livre lui-même (et ses traductions) allaient susciter énormément d'intérêt dans le monde catholique et au-delà. Le travail de Deploige trouvait son origine dans le livre du philosophe français Lucien Lévy-Bruhl, *La morale et la science des mœurs* (1903). Dans ce livre, Lévy-Bruhl lançait un appel aux philosophes afin qu'ils abandonnent [la quête d'une morale théorique pour lui préférer](#) une 'science des mœurs' sociologique, scientifique. Lévy-Bruhl, professeur de philosophie moderne à la Sorbonne, faisait le lien, dans son ouvrage, entre le positivisme de Comte et le projet sociologique d'Émile Durkheim, qui lui était cher. Dans son étude de 1900 sur Auguste Comte, le 'père' du positivisme français, il avait présenté Durkheim comme 'le véritable héritier d'Auguste Comte' (Merllié 1989, 498). Dans son ouvrage *La morale et la science des mœurs*, il se présentait lui-même comme un disciple de Durkheim. En France aussi, le plaidoyer de Lévy-Bruhl en faveur d'une morale sociologique avait immédiatement déclenché un débat entre philosophes et partisans de la sociologie sur la possibilité – déjà défendue auparavant par Comte et Durkheim – de développer, via une étude sociologique de l'apparition et du fonctionnement des systèmes moraux, une 'science de la morale' positive qui puisse poser les jalons de l'éthique (pratique) ('l'art moral'). L'éthique pourrait, de cette manière, s'adapter aux idéaux qui font partie de la conscience collective d'un

groupe; dans cette vision, la morale traditionnelle, abstraite, qui se fondait sur le concept (illusoire) d'une nature humaine universelle, immuable, devenait superflue (Merllié, 2004).

Deploige interpréta ce point de vue comme la proclamation d'un conflit inconciliable entre sociologie et morale et se fixa comme principal objectif de remettre la morale (traditionnelle) en honneur. Dans son livre, principalement dirigé contre Durkheim, il argumentait que la critique positiviste à l'égard de la morale traditionnelle –jugée trop abstraite –, ne s'appliquait pas à la morale de Thomas. Celui-ci avait basé sa *scientia moralis* sur une observation minutieuse du fonctionnement concret d'une morale. Ce faisant, il détournait la sociologie pour en faire une discipline qui avait déjà, pour l'essentiel, été développée par Thomas : *“Non seulement la puissante attaque des sociologues ne fait point brèche dans l'édifice thomiste, mais celui-ci, en même temps qu'il reste inébranlé et solide, est assez vaste et hospitalier pour abriter la sociologie elle-même”* (Deploige, 1911: 389). L'étude de Deploige reçut un accueil très favorable chez les catholiques – elle fit l'objet dès 1912 d'une deuxième édition publiée à la fois à Louvain et à Paris, et en 1913 d'une troisième préfacée par Jacques Maritain. Mais elle subit aussi le feu des critiques, et pas seulement au sein de l'école sociologique durkheimienne. La *Revue de Métaphysique et de Morale*, qui se dressait systématiquement contre la morale sociologique de Lévy-Bruhl et Durkheim, ne prit qu'une fois la défense de la sociologie durkheimienne, et ce fut à la suite de l'entreprise de Deploige (Paoletti, 1998: 99). Elle le fit en ces termes : *“M. Deploige fabrique de ses propres mains l'ennemi qu'il se donnera la gloire de vaincre”* (« *Le Conflit* », 1911: 11). L'idée de Deploige selon laquelle, pour Durkheim, 'normal' signifiait aussi 'moral' et le fait de passer sous silence le rôle majeur que le sacré jouait dans la conception de la morale de Durkheim, furent jugés malveillants. Durkheim lui-même avait déjà, en réaction à certaines parties du livre qui avaient paru en 1909 dans la *Revue Néo-Scholastique*, réagi par lettre à la thèse de Deploige selon laquelle la majeure partie de ses idées pouvait être ramenée à la tradition intellectuelle allemande du 19<sup>e</sup> siècle. Dans la polémique qui s'ensuivit, que Deploige fit paraître en annexe de son livre, et dans la critique qu'il consacra au livre dans *L'Année Sociologique*, Durkheim réduisit

l'ouvrage de Deploige à un pamphlet apologétique malveillant (Durkheim, 1909-1912; Lukes, 1977: 92).

Par sa stratégie d'appropriation multiforme et la publication de sa polémique avec Durkheim, Deploige reconnaissait involontairement qu'il ne pouvait pas échapper, lui non plus, à l'hégémonie de la sociologie positiviste. Quel que soit le scepticisme affiché dans son jugement final, il avait analysé en profondeur le travail sociologique de ses contemporains et, ce faisant, introduit, conjointement avec ses collègues de l'Institut Supérieur de Philosophie, une manière d'aborder la sociologie que même les auteurs non académiques ne pouvaient plus éluder. Toute personne qui voudrait rédiger un traité sur la doctrine sociale catholique et lui donner le nom de 'sociologie' se sentirait obligée, désormais, de dénoncer avant toute chose les manquements de la sociologie purement empirico-positiviste et de démontrer la nécessité d'une approche plus philosophique et normative. La légitimation de sa propre méthode était devenue un passage obligatoire (De Ponthière, 1914-1915, 1-11).

### **Enthousiasme missionnaire**

À l'intérieur de ce monde catholique louvaniste se développa pourtant également un intérêt plus autonome et ouvert pour la sociologie, en l'occurrence au sein de la Société Belge de Sociologie, fondée en 1899 par le chrétien-démocrate Cyrille Van Overbergh, un haut fonctionnaire du Ministère de l'Enseignement qui était aussi attaché à l'Institut de Philosophie de Louvain en tant que professeur invité. Van Overbergh cherchait à réunir des intellectuels catholiques partageant une approche résolument enthousiaste de la sociologie moderne afin d'encourager également, à terme, la recherche empirique. Le lien effectif qui existait initialement entre l'Institut de Philosophie et la Société Belge de Sociologie et leurs revues respective, *La Revue Néo-Scolastique* et *Le Mouvement Sociologique*, témoigne de l'ouverture d'esprit qui régnait dans l'Institut. Les deux secrétaires de rédaction du *Mouvement Sociologique*, l'ancien étudiant Fernand Deschamps et le juriste Camille Jacquart, publiaient aussi dans la *Revue Néo-Scolastique* et dans la *Revue Sociale Catholique* louvaniste. Il en allait de même pour des collaborateurs réguliers tels que Georges Legrand, qui assurait des cours en tant que professeur invité à l'Institut, et Crahay,

un ancien élève de Mercier, qui enseignait la sociologie à Liège. D'un autre côté, Simon Deploige, qui figurait parmi les membres, aurait bel et bien fait partie de ceux qui, en 1906, mirent fin à la collaboration par méfiance à l'égard d'une intrusion trop sociologique à l'Institut (De Bie, 1988: 95-106).

Le choix explicite de la Société de s'intéresser à toutes les formes de sociologie, sans opérer de choix préalables entre les différentes 'écoles', déboucha sur une approche particulièrement large et éclectique, qui permettait aussi de grandes différences d'interprétation. Dans la revue essentiellement bibliographique *Le Mouvement Sociologique*, les toutes dernières publications étrangères étaient suivies de près. *L'Année Sociologique* de Durkheim servait explicitement de modèle pour l'organisation des différentes rubriques de la revue, même si l'on préférerait laisser de côté une rubrique 'délicate' telle que 'Sociologie morale'. Van Overbergh soutenait qu'une telle rubrique créerait la confusion, étant donné que pour beaucoup de personnes, la philosophie morale offrait la seule vraie morale. Il ajoutait que la sociologie morale de Durkheim devait plutôt, en réalité, être qualifiée de 'science des mœurs'. Ceci ne l'empêcha pas de commenter de manière élogieuse le contenu de cette rubrique dans *L'Année Sociologique* (Van Overbergh, 1901).

Plus que leurs collègues louvanistes, qui publiaient dans une perspective philosophique, les membres de la Société de Sociologie parvinrent à ignorer la toile de fond positiviste de la sociologie moderne. Leurs critiques par rapport au caractère agnostique de nombreux ouvrages sociologiques n'étaient pas de nature à [réduire](#) leur enthousiasme à l'égard de cette nouvelle science pleine de promesses. L'esprit d'ouverture manifesté par Van Overbergh à l'égard de la sociologie contemporaine apparaît notamment dans la série *Collection de monographies sociologiques*, qu'il rédigea et dans laquelle il exposait entre autres la sociologie de De Greef à travers des extraits de ses ouvrages sélectionnés par thème (Van Overbergh, 1909). Il apparut en outre, tout au moins à partir du tournant du siècle, que la sociologie et le positivisme ne devaient plus nécessairement être identifiés l'un à l'autre. Le travail de Gabriel Tarde, qui accordait une place centrale aux relations mentales entre individus, marquait ainsi une rupture avec une tradition ouverte par Comte qui laissait peu de place à l'autodétermination de l'individu (Van Overbergh, 1901-1902 : 373-382).

Certains membres de la Société de Sociologie, toutefois, cherchèrent aussi sur le plan du contenu des points de convergence avec le travail de Comte et Durkheim. Le plaidoyer de Durkheim pour une organisation plus corporative de la société bénéficiait d'un soutien évident. Van Overbergh rejoignait volontiers Durkheim dans sa critique de la vision marxiste de la société. Durkheim, et avec lui la 'sociologie', étaient selon lui totalement en phase avec Léon XIII lorsque ce dernier estimait que le vide moral dans la société de l'époque n'était pas une caractéristique inhérente au système économique de distribution du travail, mais plutôt la conséquence de l'absence de consensus moral. Dans une société idéale, les différentes classes devraient pouvoir cohabiter en harmonie : "Telle est la 'thèse' et la sociologie doit l'opposer à celle du marxisme" (Van Overbergh, 1905 : 217). En tant qu'auteur, Durkheim reçut ainsi en Belgique un accueil bien plus chaleureux parmi les catholiques que chez les libre-penseurs (libéraux progressistes ou socialistes), où l'attrait pour les théories plus inspirées du biologisme était toujours prédominant.

D'une façon similaire, les professeurs de l'Institut Deploige et Defourny voyaient en Comte une aide utile pour leur critique du libéralisme. "*Pourquoi serait-il interdit de faire appel au témoignage de ce loyal adversaire?*", Defourny rendit explicite sa propre méthode (Defourny, 1903: 55; Deploige, 1911: 198-217). Chez les secrétaires de rédaction du *Mouvement Sociologique*, Deschamps et Legrand, les avocats les plus enthousiastes d'une sociologie comtienne, l'éloge de la critique de la révolution exprimée par des intellectuels 'positivistes' comme Hippolyte Taine se révélerait comme un prélude de leur évolution intellectuelle postérieure. Après la Première Guerre Mondiale, tous les deux feraient de la propagande intellectuelle pour l'*Action française* de Charles Maurras, qui lui-même avait également essayé de réconcilier positivisme et traditionalisme (Defoort, 1978: 26-39, 144-149). Dans cette perspective, la conviction de Brants que la sociologie mènerait inévitablement au socialisme, paraît presque ironique.

## **Sociologie des religions**

Les partisans de la Société belge de Sociologie tels que Van Overbergh et Deschamps étaient pleinement conscients qu'ils devaient constamment lutter sur deux fronts. Vis-à-vis des collègues méfiants, à Bruxelles et à Paris, ils voulaient prouver qu'ils prenaient la sociologie très au sérieux. Le fait par exemple que *L'Année sociologique*, une revue tenue en haute estime, dénigre leurs annales en faisant remarquer que "les préoccupations apologétiques n'y sont pas trop apparentes", les mettait au désespoir (Van Overbergh, 1904 : 133). Par ailleurs, ils devaient faire face à la grande hostilité catholique à l'égard de la sociologie, une attitude à laquelle ils ne cessaient de s'opposer. Du reste, au sein de la Société elle-même, il n'y avait pas unanimité sur le fait de savoir dans quelle mesure on pouvait donner une interprétation catholique à la sociologie. Les discussions concernant la sociologie des religions mirent ces tensions clairement en évidence.

Tout le monde était d'accord sur le fait que la Société devait prendre à cœur la sociologie des religions : ce n'est pas pour rien que Comte avait souligné le rôle historique important de la religion, tandis que pour Durkheim l'étude de la religion formait même le cœur de toute entreprise sociologique. Grâce à leur grande connaissance de l'histoire des religions, les catholiques se croyaient bien placés pour mettre en valeur ce rôle central de la religion. Quant à savoir s'il convenait d'ajouter explicitement que cette étude de la fonction sociale de la religion représenterait "une confirmation éclatante de sa vérité", comme l'affirma le jésuite et fidèle collaborateur Arthur Vermeersch, n'était sans doute pas évident pour tout le monde (Vermeersch, 1901 : 50).

Si l'école de Durkheim formait, sur ce terrain également, le point de référence central des discussions au sein de la Société, ses fondements n'étaient pas pour autant incontestés. En premier lieu, la définition que donnait Durkheim de la religion, dans laquelle seule la vague notion du 'sacré' jouait un rôle, et non l'idée d'une réalité divine ou d'un Dieu, était jugée très problématique. En outre, son approche de la religion en tant que fait collectif, social, ne laissait aucune place à l'expérience religieuse individuelle, tellement essentielle. Pour certains spécialistes de la religion formés à la théologie au sein de la Société, parmi lesquels l'exégète Achilleus Camerlynck, le capucin P. Evariste et le jésuite Vermeersch, la tendance de la sociologie contemporaine à réduire la religion à un phénomène purement social,

sans établir la moindre échelle de valeurs morales parmi la multitude de religions, constituait une menace réelle. Malgré leur ambition de se rapprocher de 'la sociologie des religions', ils partaient du principe d'un antagonisme jugé évident entre auteurs catholiques et non catholiques, croyants et non croyants. La religion ne pouvait être étudiée de manière valable que si cela se faisait de l'intérieur. Dans cette optique, la psychologie religieuse semblait plus prometteuse que la sociologie des religions (Camerlynck, 1901 ; « Procès-verbaux », 1902-1903 et 1904).

Si Van Overbergh et Deschamps, les deux 'convertis' les plus évidents à la sociologie, de même que le dominicain et philosophe Polydorus E. De Munnynck et l'orientaliste Louis de la Vallée Poussin, s'orientaient vers une interprétation de la religion qui tienne compte des facteurs sociaux et qui encourage la comparaison avec les autres religions, ceci se heurtait dans la pratique à l'opposition affichée par la majorité de leurs collègues formés à la théologie. Bien que ces derniers adhèrent en principe à un projet visant, par exemple, à comparer entre elles différentes formes de mystique, leur attachement au caractère spécifique, irréductible, de la mystique chrétienne semblait malgré tout faire obstacle à une telle comparaison (« Procès-verbaux », 1903).

Le projet sociologique de Van Overbergh était pourtant, lui aussi, un projet résolument catholique. Ceci ressort entre autres de l'enquête ethnographique à grande échelle sur les différents groupes de population au Congo qu'il mit sur pied avec le Liégeois Joseph Halkin, professeur d'ethnographie. Ce projet trouvait son origine dans une proposition de Camerlynck d'impliquer des missionnaires dans l'étude sociologique des 'peuples primitifs'. L'argument de Camerlynck était qu'il était temps, en particulier dans le domaine de la sociologie des religions, que les modèles en vigueur, d'inspiration idéologique, selon lesquels chaque religion évoluait du fétichisme vers le monothéisme en passant par le polythéisme, soient corrigés par une observation minutieuse. L'association appuyait sa proposition, mais estimait que pour un sujet aussi délicat, il était préférable de ne pas faire appel uniquement à des missionnaires. Halkin composa un questionnaire et le projet reçut en 1905 l'approbation du Congrès International d'Expansion Economique, si bien qu'il fut intégré – tout au moins dans sa déclaration d'intention – dans une politique



axée sur l'expansion coloniale (Camerlynck, 1905 ; « Procès-verbaux », 1905 : 42, 50-52, 95-103; « Enquête », 1905 ; Crombois, 1998: 61-64).

Van Overbergh avait la direction de la prestigieuse *Collection de monographies ethnographiques* qui déboucha de ce projet et qui reçut comme sous-titre *Sociologie descriptive*. Chaque volume traitait d'une population et était structuré de la même manière. Pour chaque question, l'ensemble des données de l'enquête – provenant essentiellement de fonctionnaires belges et dans une bien moindre mesure de missionnaires – était complété par des extraits pertinents de la littérature scientifique et missionnaire. Dans la section 'vie religieuse', les sources missionnaires ne jouaient pas un rôle plus important qu'ailleurs, si ce n'est qu'y étaient reprises des conceptions explicitement teintées d'évangélisation. Aux questions relatives à la présence de conceptions monothéistes et d'une croyance à un esprit distinct du corps, il était répondu très largement – mais pas systématiquement – de manière positive.

Pour Van Overbergh, toutefois, ces résultats étaient suffisants pour formuler en 1913, après la parution de dix monographies, la conclusion suivante : “toute l’Afrique nègre confesse sa foi au Dieu unique et créateur” (Van Overbergh, 1913 : 216). Pour lui aussi, les données recueillies à travers les enquêtes recevaient à présent une finalité apologétique bien définie: elles fournissaient au missionnaire un instrument dans son travail d'évangélisation. Les études avaient démontré qu'une approche du travail de conversion dans laquelle la nouvelle religion viendrait se greffer sur la croyance locale se révélerait plus efficace qu'une approche (inutilement) 'dure' dans laquelle on extirperait d'abord l'ancienne croyance. La connaissance ethnographique était donc indispensable pour tout missionnaire. C'est également le message que Van Overbergh et Halkin avaient transmis dès 1909 lors du Congrès de Malines (Halkin, 1909). Les 'missionnaires' louvanistes de la sociologie estimaient aussi que la sociologie pouvait remplir un rôle missionnaire.

## **Conclusion**

‘Si le soleil de la sociologie, se dégageant des brouillards qui l’enveloppent actuellement, se lève un matin sur les sommets de la science, nous pourrions être des premiers à le contempler, à l’admirer et à baigner nos intelligences de ses

vivifiants effluves.’ Voilà ce que l’on peut lire dans la note fondatrice de la Société de Sociologie de 1899. Deux ans plus tard, lorsque la Société se résolut à procéder à la publication de cette note dans un nouvel organe qui lui était propre (ce qu’elle n’avait sans doute pas osé faire dans les annexes de la revue de philosophie louvaniste dans laquelle elle publiait jusqu’alors), elle réitéra son enthousiasme d’un ton approbateur en y ajoutant: ‘Plus qu’il y a deux ans, nous avons foi dans l’avenir de la sociologie’ (Jacquart, 1901-1902, 6).

L’acceptation de la sociologie au sein de la Société resta néanmoins, avant toute chose, l’acceptation d’une promesse, d’un projet enthousiasmant, plus que l’amorce d’une nouvelle pratique dans le domaine de la recherche sociologique. Les deux séries de Van Overbergh, à savoir les *Monographies Sociologiques* plutôt théoriques et les *Monographies Ethnographiques* empiriques constituaient à cet égard une exception. En même temps, leur intitulé trahissait le désir d’un rattachement à l’école catholique de Le Play. Celui-ci, précisément, s’était toujours tenu à l’écart du débat monopolisé par les libres penseurs sur l’identité de la sociologie en tant que discipline académique (Kalaora et Savoye, 1989). Le fait que les initiatives concrètes en matière de recherche de la Société de Sociologie soient restées plutôt limitées était évidemment lié au scepticisme fondamental de la plupart des universitaires catholiques. Si l’Institut de Philosophie de Louvain avait fait preuve d’une certaine ouverture stratégique à l’égard de la sociologie, l’École des Sciences Politiques et Sociales de cette même université exprimait quant à elle un rejet catégorique. Cette attitude dominera le discours louvaniste sur la sociologie jusque vers la fin des années 1930. Il faudra attendre 1939 pour qu’une véritable formation universitaire en sociologie soit mise en place. L’intérêt catholique plus ou moins autonome à l’égard de la sociologie internationale contemporaine s’était donc développé principalement en marge de l’université.

## **Bibliographie**

Boudens Robrecht, 1995, «The holy seat and the crisis at the Higher Institute of Philosophy in Leuven. 1895-1900», in Idem, *Two Cardinals. John Henry Newman. Désiré Joseph Mercier*, ed. L. Gevers, Louvain, Leuven University Press, pp. 175-194.

- Brants Victor, 1882, «Les études pratiques d'économie sociale», *Revue Catholique*, 27, pp. 27-38.
- Brants Victor, 1882, «Frédéric Le Play», *Revue Catholique*, 27, pp. 317-336.
- Brants Victor, 1901<sup>3</sup>, *Les grandes lignes de l'économie politique*, Louvain, Peeters.
- Brants Victor, 1906, « La part de la méthode de Le Play dans les études sociales en Belgique », *La Réforme Sociale*, 6, II, pp. 636-652.
- « *Le Conflit de la Morale et de la Sociologie* », 1911, *Revue de Métaphysique et de Morale*, 19-5, pp. 11-12.
- Camerlynck Achilleus, 1905, *De l'opportunité d'une enquête ethnographique et sociologique sur les peuples incultes*, Bruxelles.
- Camerlynck Achilleus, 1901, «Compte rendu de E. Murisier, *Les maladies du sentiment religieux*», *Le Mouvement Sociologique*, 2, pp. 259-261.
- Crombois Jean-François, 1994, *L'Univers de la sociologie en Belgique de 1900 à 1940*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles.
- Crombois, Jean-François, 1998, «Le Congo et l'ethnographie. Colonialisme, sociologie et ethnologie en Belgique avant 1914», *Civilisations*, 45, pp. 55-84.
- Daled Pierre, 1998, *Spiritualisme et matérialisme au XIXe siècle. L'université Libre de Bruxelles et la religion*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles.
- De Bie Pierre, 1988, *Naissance et premiers développements de la sociologie en Belgique*, Louvain-la-Neuve, Ciaco.
- Deferme Jo, de Maeyer Jan, 2009, « Entre sciences sociales et politique. La pensée leplaysienne et les milieux catholiques belges », *Les Études Sociales*, n° 149-150, pp. 147-166.
- Defoort Erik, 1978, *Charles Maurras en de Action Française in België*, Bruges, Orion.
- Defourny Maurice, 1902, *La sociologie positiviste. Auguste Comte*, Louvain, Institut Supérieur de Philosophie.
- Defourny Maurice, 1903, *Le rôle de la sociologie dans le positivisme*, Louvain, Institut Supérieur de Philosophie.
- Dejace Charles, 1882, « Frédéric Le Play, sa vie et ses œuvres », *Revue Générale*, 18-1, pp. 812-830.
- Deploige Simon, 1911, *Le conflit de la morale et de la sociologie*, Louvain, Institut Supérieur de Philosophie.
- De Pontière Charles, 1914-1915, *Essai de Sociologie*, Liège/Paris, Lethielleux.
- Durkheim Emile, 1909-1912, «*Le conflit de la morale et de la sociologie*», *L'Année Sociologique* (1896/1897-1924/1925), 12, pp. 326-328.
- De Raeymaeker Louis, 1952, *Le cardinal Mercier et l'Institut Supérieur de Philosophie*, Louvain, Publications Universitaires de Louvain.

«Enquête ethnographique internationale» (1905), *Le Mouvement Sociologique*, 6, pp. 174-212.

Evariste P., O.M.C., 1902-1903, « Compte rendu de Chabin, *La science de la religion* », *Le Mouvement Sociologique*, 3, pp. 458-463.

Gerard Emmanuel, *Sociale wetenschappen aan de Katholieke Universiteit te Leuven. 1892-1992*, Louvain, Politica, coll. « *Politica cahier* ».

Gerard Emmanuel, Wils Kaat, 1999, « Catholics and Sociology in Leuven from Désiré Mercier to Jacques Leclercq: a Process of Appropriation » in Voyé L., Billiet J. (éds.), *Sociology and Religions. An Ambiguous Relationship / Sociologie et religions. Des relations ambiguës*, Louvain, University Press Leuven, pp. 38-56.

Halkin Joseph, 1909, «Les enquêtes ethnographiques. Leur importance pour la colonisation, l'amélioration de la vie sociale et morale, et la civilisation des peuples incultes », in *Congrès de Malines 23-26 septembre 1909. Rapports. VIe Section. Oeuvres catholiques aux colonies*, Bruxelles, Maison de l'Action Catholique (sans pagination).

Jacquart Camille, 1900-1901, «Rapport sur les travaux de la Société Belge de Sociologie présenté dans la séance du 30 janvier 1902», *Annales de sociologie*, 1, pp. 1-25.

Kalaora Bernard et Savoye Antoine, 1989, *Les inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Seyssel, Champ Vallon.

Lukes Steven, 1977, *Emile Durkheim. His life and work. A historical and critical study*, Harmondsworth, Penguin Books.

Mercier Désiré, 1891, *Rapport sur les études supérieures de philosophie présenté au congrès de Malines le 9 septembre 1891*, Louvain, Institut Supérieur de Philosophie.

Merllié Dominique, 1989, « Lévy-Bruhl et Durkheim: Notes biographiques en marge d'une correspondance », *Revue Philosophique de La France et de l'Étranger*, 179- 4, pp. 493-514.

Merllié Dominique, 2004, «La sociologie de la morale est-elle soluble dans la philosophie? La réception de *La morale et la science des moeurs*», *Revue Française de Sociologie*, 45-3, pp. 415-440.

Mosbah-Natanson Sébastien, 2007, '*La sociologie est à la mode*'. *Productions et producteurs de sociologie en France autour de 1900*, thèse inédite, Université Paris-Dauphine.

Paillot, R., 1899-1900, «La sociologie d'Auguste Comte et la méthode des sciences sociales», *Revue Sociale Catholique*, pp. 279-283.

Paoletti, Giovanni, 1998, « *L'Année Sociologique* et les philosophes: histoire d'un débat (1898-1913) », *L'Année Sociologique*, 48- 1, pp. 77-114.

«Procès-verbaux des séances de la Société», 1902-1903, *Le Mouvement Sociologique*, 3, pp. 559-567.

«Procès-verbaux des séances de la Société», 1903, *Le Mouvement Sociologique*, 4, pp. 43-55, 103-111.

«Procès-verbaux des séances de la Société», 1904, *Le Mouvement Sociologique*, 5, pp. 44-55, 120-121, 170-174.

«Procès-verbaux des séances de la Société», 1905, *Le Mouvement Sociologique*, pp. 44-55, 120-121, 171-174.

Van Overbergh, Cyril, 1901, «L'Année sociologique 3(1898-1899) », *Le Mouvement Sociologique*, 1, pp. 145-151.

Van Overbergh Cyril, 1901-1902, « Compte rendu de Victor Brants, *Les grandes lignes de l'économie politique*, (Louvain, 1901) », *Le Mouvement Sociologique*, 2, pp. 261-270.

Van Overbergh Cyril, 1901-1902, « Compte rendu de Gabriel Tarde, *Psychologie économique*», *MS*, 2(1901-1902), pp. 373-382.

Van Overbergh Cyril, 1904, « Compte rendu de L'Année sociologique », 7(1902-1903)", *LeMouvement Sociologique*, 5, pp. 129-136.

Van Overbergh Cyril, 1905, *La classe sociale*, Bruxelles, Schepens.

Van Overbergh Cyril, 1909, *Guillaume de Greef*, Bruxelles, Dewit.

Van Overbergh Cyril, 1913, *Les nègres d'Afrique (géographie humaine)*, Bruxelles, Dewit.

« Une thèse de sociologie », 1902-1903, *Le Mouvement Sociologique*, 3, pp. 550-554.

Van den Heuvel Jules, 1892, *Rapport sur l'enseignement des sciences politiques présenté au Congrès de Malines de 1891*, Gand.

Vermeersch Arthur, 1900-1901, «Les catholiques et la sociologie », *Annales de sociologie*, 1, pp. 28-55.

Wils Kaat, 2001, « La sociologie » in Halleux R., Vandersmissen, J., Despy-Meyer, A., Vanpaemel, G. (éds.), *Histoire des sciences en Belgique 1815-2000*, Tournai, La Renaissance du livre, pp. 305-322.

Wils Kaat, Rasmussen Anne, 2015, « La sociologie en perspective transnationale: Bruxelles, 1890-1914 » in Ferrette J. (éd.) *Anamnèse*, vol: 10 : *Généalogie des sociologues et anthropologues belges disparus*, Paris, L'Harmattan, pp. 13-29